

## Les immobilisations

### Faits saillants

- Les dépenses en immobilisations sur le territoire de l'agglomération de Montréal pourraient frôler les 12 milliards de dollars en 2010.
- La proportion des dépenses en immobilisations enregistrées à Montréal comparativement à l'ensemble du Québec diminue de façon importante depuis le début de la décennie.
- Le secteur public effectue, en 2009 et 2010, les plus importants investissements de la décennie, une importante part des sommes étant destinée à l'amélioration des infrastructures.
- La part de l'île de Montréal dans les investissements publics faits au Québec a reculé de façon graduelle au cours de la dernière décennie.
- Le secteur privé comptait investir près de 6,8 milliards de dollars en 2010, soit près de 57 % des dépenses totales effectuées sur le territoire de l'agglomération de Montréal.
- Les investissements en immobilisations du secteur privé ont toutefois reculé de 33 % entre 2000 et 2010.
- La part de l'agglomération dans l'ensemble des dépenses en immobilisations du secteur privé du Québec a fléchi de moitié au cours des dix dernières années, passant de 35 % en 2000 à 17 % du total québécois en 2010.



Photo : Stéphane Poulin

**Investissements de  
11,9 milliards \$ en 2010**

**57 % en provenance du secteur  
privé**

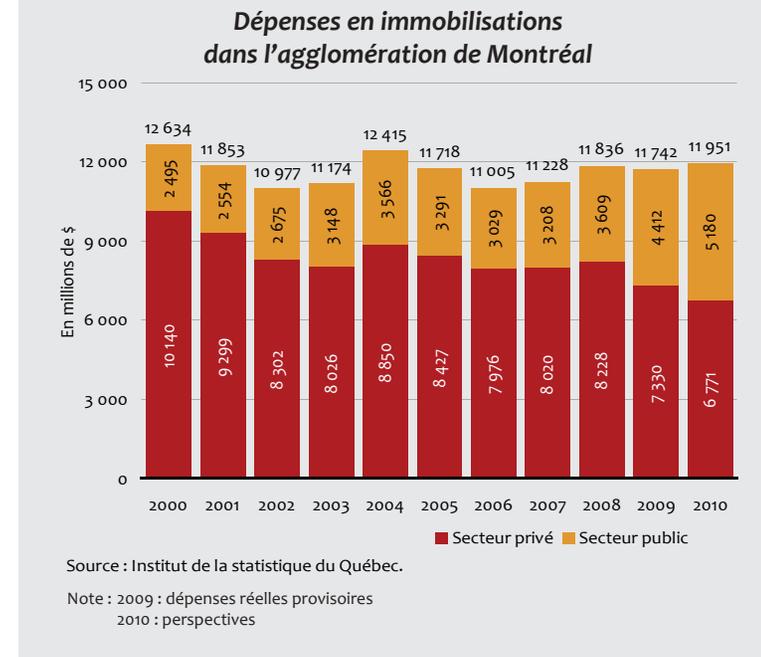
**En croissance de 2 % par  
rapport à 2009**

**19 % de l'ensemble du Québec**

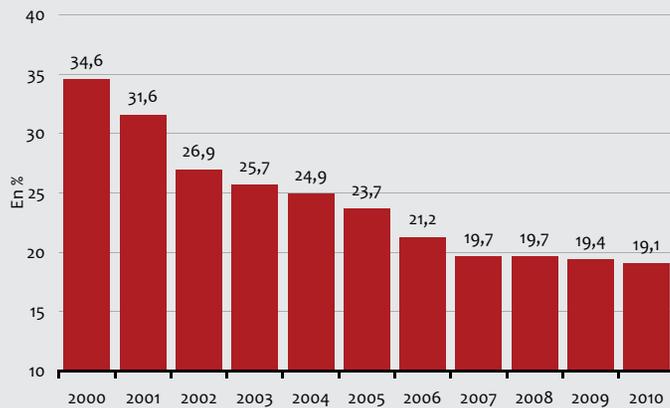
#### Dépenses en immobilisations : le secteur privé de moins en moins présent

Les dépenses en immobilisations pourraient frôler les 12 milliards de dollars en 2010, ce qui représenterait une augmentation de près de 2 % par rapport aux dépenses réelles de 2009. Le secteur privé, qui compte investir près de 6,8 milliards de dollars au cours de l'année, fournirait alors près de 57 % des dépenses totales effectuées sur le territoire de l'agglomération de Montréal. La contribution du secteur privé s'effrite depuis 2000. Les sommes investies par le secteur privé représentaient en effet plus de 80 % des immobilisations totales en 2000.

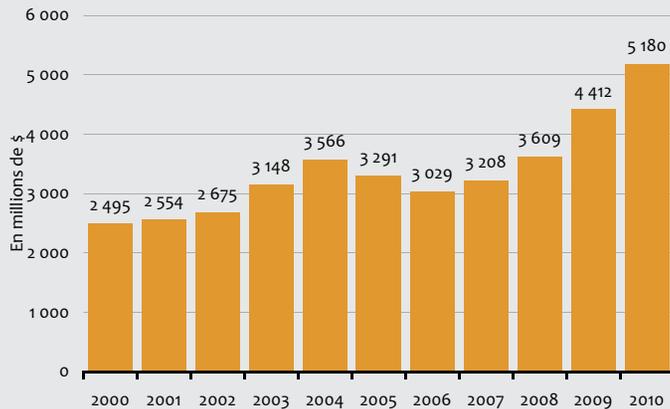
De même, la proportion des dépenses en immobilisations enregistrées à Montréal comparativement à l'ensemble du Québec, diminue de façon importante depuis le début de la décennie. En 2000, 35 % des investissements au Québec étaient réalisés dans l'agglomération de Montréal. Dix ans plus tard, l'île de Montréal ne compte plus que pour 19 % du total québécois.



#### Proportion des dépenses en immobilisations de l'agglomération de Montréal par rapport à l'ensemble du Québec



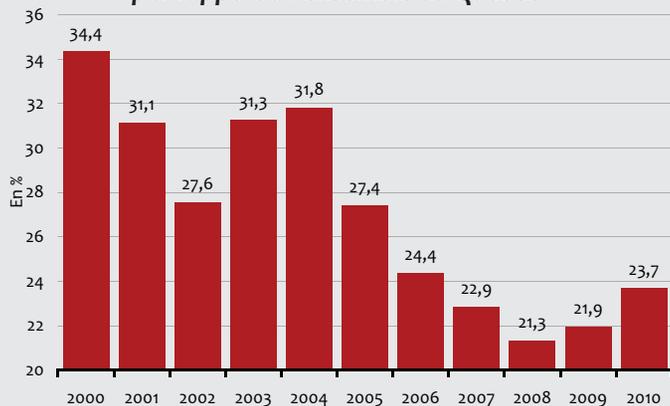
**Dépenses en immobilisations, secteur public**



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2009 : dépenses réelles provisoires  
2010 : perspectives

**Proportion des dépenses en immobilisations du secteur public de l'agglomération de Montréal par rapport à l'ensemble du Québec**



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2009 : dépenses réelles provisoires  
2010 : perspectives

**Le secteur public injecte des sommes historiques**

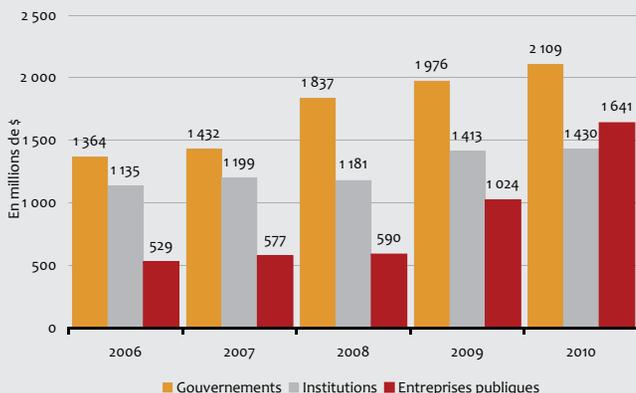
Le secteur public investit massivement depuis deux ans, une importante part de cette somme étant destinée à l'amélioration des infrastructures. Ainsi, en 2010, près de 5,2 milliards de dollars seraient dépensés par le secteur public pour des immobilisations sur le territoire de l'agglomération de Montréal, soit la plus importante injection des dix dernières années. Il s'agirait là d'une hausse substantielle de 17 % par rapport à 2009 et d'un montant deux fois plus élevé qu'en 2000.

En termes relatifs toutefois, l'agglomération de Montréal voit sa part chuter de 10 points de pourcentage par rapport à la première moitié de la décennie. En effet, l'agglomération qui bénéficiait de plus de 34 % des investissements publics de 7,3 milliards de dollars effectués dans l'ensemble du Québec en 2000, aurait reçu un peu moins de 24 % des 21,9 milliards de dollars investis dix ans plus tard dans la province.

**Le secteur public aurait investi 5,2 milliards de dollars en 2010, les infrastructures y comptant pour beaucoup**



#### Dépenses en immobilisations du secteur public, par type d'organismes



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2009 : dépenses réelles provisoires  
2010 : perspectives

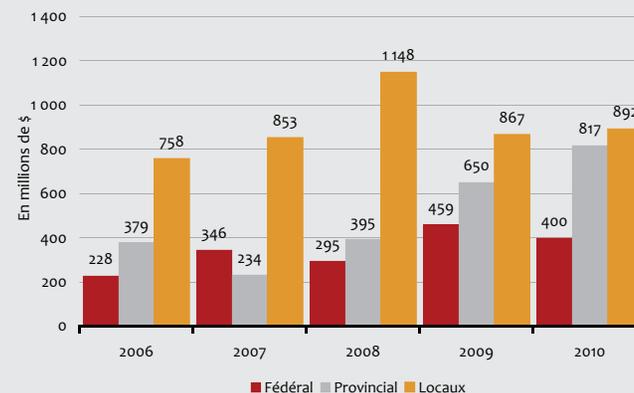
#### Les gouvernements investissent activement

Les différents paliers de gouvernement injecteraient les sommes les plus considérables en 2010, soit un peu plus de 2,1 milliards de dollars ou 41 % des dépenses du secteur public. Les dépenses en immobilisations des gouvernements se sont accrues de près de 55 % depuis 2006, alors que celles des entreprises publiques ont plus que triplé au cours de la même période, passant de 529 millions de dollars en 2006 à 1,641 milliard en 2010. Les investissements des institutions publiques se sont, pour leur part, accrues plus modestement, soit de 1,135 milliard à 1,430 milliard, ce qui correspond à une augmentation de près de 26 %.

Les gouvernements locaux comptaient pour la plus large part des investissements des différents paliers de gouvernement en 2010 alors qu'ils ont injecté 892 millions de dollars.

Les immobilisations dans les institutions de santé ont été particulièrement élevées en 2009 et 2010, près de 765 millions de dollars y ayant été investis pour chacune des années.

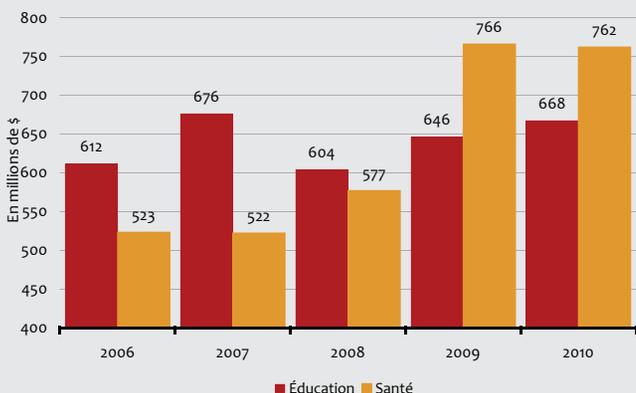
#### Dépenses en immobilisations du secteur public selon les paliers de gouvernement



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2009 : dépenses réelles provisoires  
2010 : perspectives

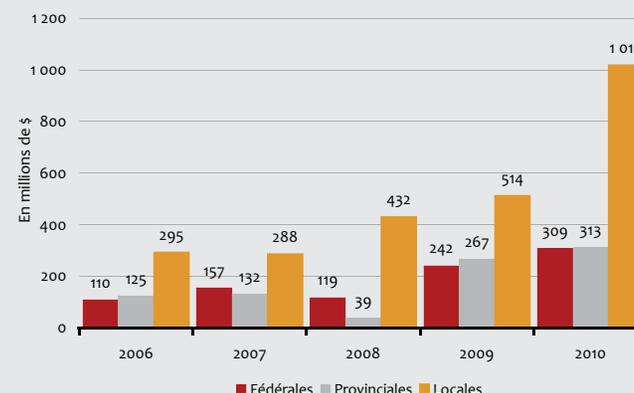
#### Dépenses en immobilisations du secteur public selon le type d'institution



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2009 : dépenses réelles provisoires  
2010 : perspectives

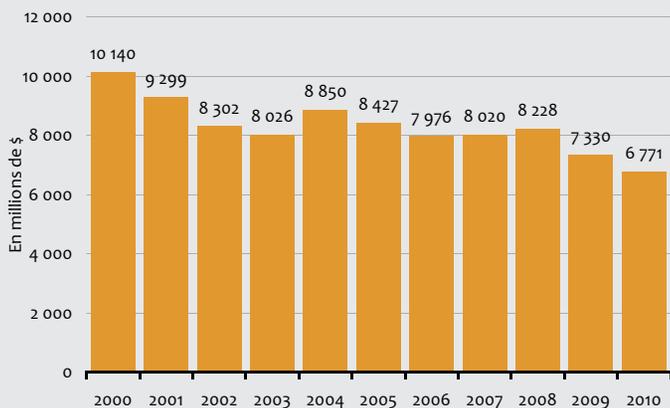
#### Dépenses en immobilisations du secteur public selon le type d'entreprise publique



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2009 : dépenses réelles provisoires  
2010 : perspectives

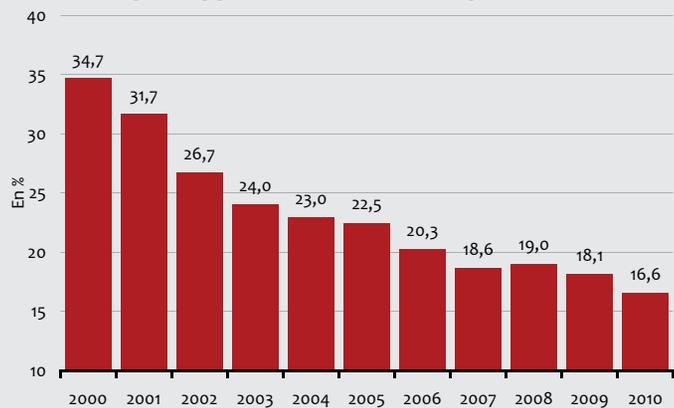
**Dépenses en immobilisations, secteur privé**



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2009 : dépenses réelles provisoires  
2010 : perspectives

**Proportion des dépenses en immobilisations du secteur privé de l'agglomération de Montréal par rapport à l'ensemble du Québec**



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2009 : dépenses réelles provisoires  
2010 : perspectives

**Les investissements privés diminuent**

Les investissements en immobilisations du secteur privé ont reculé de 33 % entre 2000 et 2010, sur le territoire de l'agglomération de Montréal, passant de 10,1 milliards de dollars au début de la décennie, à 6,8 milliards de dollars en 2010. Le secteur de la fabrication, de moins en moins présent sur l'île de Montréal, est le principal facteur expliquant cette régression.

Par ailleurs, la part de l'agglomération dans l'ensemble des dépenses en immobilisations du secteur privé du Québec a fondu de moitié au cours des dix dernières années. En 2000, 35 % des investissements privés au Québec étaient effectués sur l'île de Montréal. Dix ans plus tard, cette part équivaut à 17 % du total québécois.

**Le secteur privé investirait 6,8 milliards de dollars en 2010, un recul de 8 % sur 2009**



## Dépenses en immobilisations selon les secteurs et les sous-secteurs industriels, 2009-2010

En milliers \$	2010	2009	Variation 2009-2010 en %
Tous les secteurs	11 950 610	11 742 161	1,8
Industries productrices de biens	1 536 477	1 587 039	-3,2
Agriculture, foresterie, chasse et pêche	1 878	1 725	8,9
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	2 358	1 580	49,2
Services publics	192 766	223 672	-13,8
Fabrication	1 148 297	1 163 743	-1,3
Fabrication d'aliments	67 710	81 290	-16,7
Fabrication de boissons et de produits de tabac, de produits en cuir et de produits analogues	100 358	102 365	-2,0
Usines de textile	4 653	4 319	7,7
Usines de produits textiles	2 500	2 259	10,7
Fabrication de vêtements	18 341	15 516	18,2
Fabrication de produits en bois	3 417	2 913	17,3
Fabrication du papier	26 110	24 193	7,9
Impression et activités connexes de soutien	24 973	79 142	-68,4
Fabrication de produits chimiques	122 184	116 697	4,7
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	43 668	34 967	24,9
Première transformation des métaux	116 072	75 357	54,0
Fabrication de produits métalliques	34 403	35 446	-2,9
Fabrication de machines	41 763	38 203	9,3
Fabrication de produits informatiques et électroniques, de matériel, d'appareils et de composantes électriques	76 101	71 659	6,2
Fabrication de matériel de transport	82 096	55 086	49,0
Fabrication de meubles et de produits connexes	7 216	8 090	-10,8
Autres industries productrices de biens	567 910	612 561	-7,3
Industries productrices de services	8 243 171	7 847 009	5,0
Commerce de gros et de détail	700 574	729 864	-4,0
Transport et entreposage	1 568 696	1 084 322	44,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	512 816	523 695	-2,1
Finances, assurances et services immobiliers et de location à bail	1 063 082	1 181 033	-10,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	x	290 736	x
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	x	141 462	x
Services d'enseignement	691 313	668 025	3,5
Soins de santé et assistance sociale	843 325	856 559	-1,5
Hébergement et services de restauration	129 266	142 420	-9,2
Arts, spectacles, loisirs et autres services, sauf administrations publiques	227 658	252 881	-10,0
Administrations publiques	2 108 948	1 976 011	6,7
Logement	2 170 962	2 308 113	-5,9

Source : Institut de la statistique du Québec.

2009 : dépenses réelles provisoires

2010 : perspectives

X : données confidentielles

## Les services comptent pour 69 % des investissements en 2010

Sur les 12 milliards de dollars d'immobilisations injectés dans l'agglomération en 2010, plus de 8,2 milliards, soit 69 % pourraient profiter à l'industrie des services. Cette somme serait ainsi de 5 % supérieure aux 7,9 milliards investis dans ce secteur en 2009, le transport et l'entreposage étant pour une large part favorisés par cette croissance. D'autres secteurs, tels que les finances et assurances, de même que les arts, spectacles et loisirs, pourraient être confrontés à un repli des investissements de 10 % par rapport à 2009.

Malgré un recul de 3 % des immobilisations dans la production de biens, certains secteurs de la fabrication semblent vouloir fournir des efforts importants en 2010. C'est le cas des usines de textile et produits textiles, ainsi que de la fabrication de vêtements qui accroîtraient respectivement leurs investissements de 8 %, 11 % et 18 % au cours de l'année. À l'opposé, le secteur de l'impression aux prises avec l'utilisation de plus en plus importante des documents numériques, subirait une diminution de 68 % des investissements.

**Fort recul des investissements en fabrication en dix ans**

Les dépenses totales en immobilisations sur le territoire de l'agglomération de Montréal se sont repliées de 5 % entre 2000 et 2010, passant de 12,6 à près de 12,0 milliards de dollars. L'impact de ce recul a été fortement absorbé par les industries productrices de biens (-45 %) où la presque totalité des sous-secteurs ont subi des baisses importantes. Les usines de textiles et la fabrication de produits informatiques et électroniques ont été particulièrement éprouvées au cours de ces dix années.

Les industries productrices de services, moins affectées, ont tout de même enregistré une baisse de près de 4 % des immobilisations. L'information, la culture, les arts, et spectacles, de même que les finances sont les principales victimes de cette régression. Des investissements massifs ont par ailleurs été observés dans le secteur de la santé avec un bond de 208 % en dix ans. De même, la construction de plusieurs nouveaux établissements hôteliers au cours de cette période sont à la source d'une hausse importante des investissements dans le secteur de l'hébergement et de la restauration.

**Dépenses en immobilisations selon les secteurs et les sous-secteurs industriels, 2000-2010**

En milliers \$	2010	2000	Variation 2000-2010 en %
Tous les secteurs	11 950 610	12 634 436	-5,4
Industries productrices de biens	1 536 477	2 813 851	-45,4
Agriculture, foresterie, chasse et pêche	1 878	3 613	-48,0
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	2 358	8 105	-70,9
Services publics	192 766	445 063	-56,7
Fabrication	1 148 297	2 158 462	-46,8
Fabrication d'aliments	67 710	166 135	-59,2
Fabrication de boissons et de produits de tabac, de produits en cuir et de produits analogues	100 358	112 909	-11,1
Usines de textile	4 653	44 360	-89,5
Usines de produits textiles	2 500	7 352	-66,0
Fabrication de vêtements	18 341	45 588	-59,8
Fabrication de produits en bois	3 417	43 630	-92,2
Fabrication du papier	26 110	153 808	-83,0
Impression et activités connexes de soutien	24 973	42 781	-41,6
Fabrication de produits chimiques	122 184	322 040	-62,1
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	43 668	61 494	-29,0
Première transformation des métaux	116 072	189 339	-38,7
Fabrication de produits métalliques	34 403	56 359	-39,0
Fabrication de machines	41 763	95 365	-56,2
Fabrication de produits informatiques et électroniques, de matériel, d'appareils et de composantes électriques	76 101	555 268	-86,3
Fabrication de matériel de transport	82 096	162 140	-49,4
Fabrication de meubles et de produits connexes	7 216	32 391	-77,7
Autres industries productrices de biens	567 910	266 111	113,4
Industries productrices de services	8 243 171	8 543 049	-3,5
Commerce de gros et de détail	700 574	772 789	-9,3
Transport et entreposage	1 568 696	1 093 519	43,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	512 816	1 769 281	-71,0
Finances, assurances et services immobiliers et de location à bail	1 063 082	2 082 572	-49,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	x	605 398	-
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	x	58 916	-
Services d'enseignement	691 313	357 476	93,4
Soins de santé et assistance sociale	843 325	273 594	208,2
Hébergement et services de restauration	129 266	95 514	35,3
Arts, spectacles, loisirs et autres services, sauf administrations publiques	227 658	295 053	-22,8
Administrations publiques	2 108 948	1 138 937	85,2
Logement	2 170 962	1 277 536	69,9

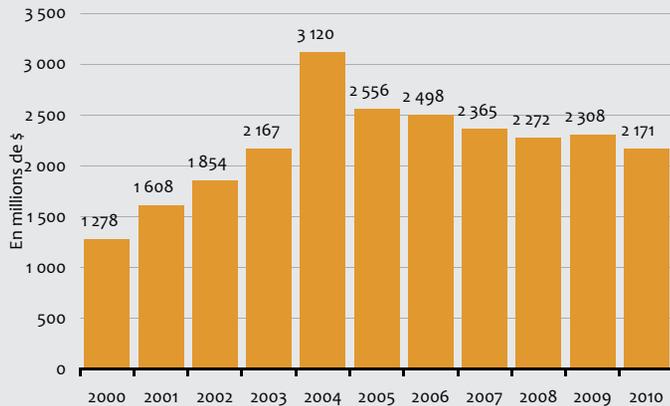
Source : Institut de la statistique du Québec.

2009 : dépenses réelles provisoires

2010 : perspectives

X : données confidentielles

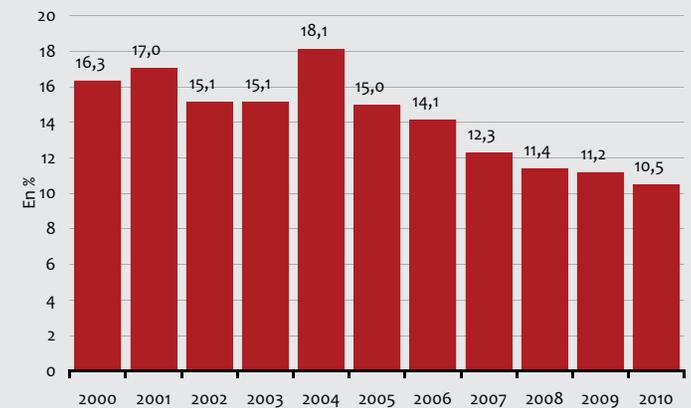
Dépenses en immobilisations, logement



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2009 : dépenses réelles provisoires  
2010 : perspectives

Proportion des dépenses en immobilisations dans le secteur du logement de l'agglomération de Montréal par rapport à l'ensemble du Québec



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2009 : dépenses réelles provisoires  
2010 : perspectives

**Le logement compte pour 18 % des dépenses totales en immobilisations en 2010**

### Les investissements dans le logement se résorbent doucement

La pénurie de logement observée en début de décennie dans l'agglomération de Montréal a nécessité des investissements importants pour combler les besoins. Ces investissements ont atteint un sommet en 2004 alors que plus de trois milliards de dollars ont été injectés dans la construction de nouvelles résidences. Depuis 2004 toutefois, les dépenses en immobilisations du secteur du logement diminuent progressivement et il en est de même pour la part qu'occupe Montréal dans l'ensemble des immobilisations résidentielles du Québec. En 2000, 16 % des investissements au Québec étaient réalisés sur l'île de Montréal. Dix ans plus tard, ceux-ci comptent pour un peu moins de 11 %.



## Dépenses en immobilisations

Les statistiques des dépenses en immobilisations pour la région administrative de Montréal (correspondant au territoire de l'agglomération de Montréal) sont compilées par l'Institut de la statistique du Québec à partir des résultats de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations effectuée par Statistique Canada.

### Définition de Statistique Canada

Les dépenses en immobilisations sont constituées par le coût d'acquisition, de construction et d'installation d'usines, de matériel et d'outillage durables, que ce soit ou non à des fins de remplacement ou de location. Les dépenses immobilisées servant par exemple à payer des études de faisabilité, des honoraires d'architecte, d'avocat ou d'ingénieur et des frais d'installation, la valeur des biens immobilisés implantés par une entreprise, soit par voie de sous-traitance, soit par son propre personnel, ainsi que les frais d'intérêt capitalisés découlant des prêts qui financent les immobilisations sont aussi comprises dans les dépenses en immobilisations. Les dépenses brutes ont été indiquées sans déduction de la valeur de rebut ou d'échange des biens remplacés et comprennent les subventions reçues le cas échéant.

Les dépenses en entretien et réparations portant sur des ouvrages, du matériel et de l'outillage ne sont pas considérées comme des immobilisations.

Cette analyse est préparée par *Montréal en statistiques*,  
Division du soutien au développement économique,  
Direction du développement économique et urbain.

Février 2011

